ARGENTINE

Au nom de la terre

Dans les vallées Calchaquies, à 1 500 km au nord de Buenos Aires, vivent les descendants des 14 tribus indiennes diaguitas. Ils bataillent, génération après génération, pour récupérer et protéger la terre de leurs ancêtres.

– Par Pauline Bandelier. Illustration : Damien Roudeau.

« Je m'appelle David, j'appartiens à la communauté des Quilmes, j'ai 49 ans et je suis guide à la cité sacrée... », se présente fièrement David Vargas. Construite en terrasses circulaires sur la montagne, la ville a compté jusqu'à 5 000 habitants, qui vivaient de la culture du maïs, du potiron et des légumineuses. *« Les Quilmes appartiennent à l'ethnie diaguita, dont l'origine remonte au VIIIe siècle après Jésus-Christ. Dotée d'une organisation sociale, économique et politique très avancée, cette civilisation a connu son apogée entre 1200 et 1400, jusqu'à l'invasion des Incas... »*, poursuit le guide.

Les Incas imposent leur langue, le quechua et les intègrent de force à l'empire où ils deviennent ouvriers dans les mines d'or. Puis les Diaguitas vont subir la conquête espagnole à partir de 1535. La position de cette ville historique – située à 1 700 mètres d'altitude – leur permettra pendant cent-trente ans de résister à l'envahisseur, avant d'être défaits en 1667 et massacrés sauvagement.

Les élèves de l'école Cacique Martin Iquin
© Pauline Bandelier

Le millier de survivants est déporté à pied par les conquistadors vers la province de Buenos Aires, plus précisément dans la localité de Quilmes. Peu ont survécu à cette marche de 1 200 km, ceux qui sont parvenus à s'enfuir s'installent aux alentours de l'ancienne cité sacrée. Il leur faudra plus de trois siècles pour finir par recouvrer leur patrimoine historique.

Des lois restées lettre morte

Gloria Nancy Yapura appartient au petit groupe d'historiens et de militants diaguitas qui se sont battus pour retrouver leur souveraineté sur ce site millénaire. Ils luttent d'ailleurs toujours pour conserver le droit d'occuper et de travailler la terre de leurs ancêtres.

Professeur d'histoire à l'école primaire et secondaire de Quilmes Cacique Martin Iquin, du nom d'un héros de la lutte contre l'envahisseur, Mme Yapura rappelle les grandes étapes des conflits territoriaux qui suivirent la conquête espagnole : « *En 1716, les colons promulguèrent une Ordonnance royale accordant aux Quilmes le droit à la terre. Mais une fois l'État argentin formé, celle-ci est restée lettre morte. Les familles les plus proches du gouvernement se sont partagé les terres et les Diaguitas ont dû payer une rente pour y élever leurs animaux, mais aussi céder une partie de leur production. Les hommes sont devenus des métayers et les femmes des domestiques au service des propriétaires terriens* », explique l'historienne. Outre la perte de leur organisation communautaire, les Diaguitas doivent alors abandonner leur spiritualité et s'adapter au système éducatif des colons : « *L'école et les services religieux étaient organisés au sein des domaines des propriétaires, nos pratiques culturelles dénigrées et nous étions soumis à des abus et des châtiments* », ajoute Gloria Nancy Yapura.

Le réveil aborigène

La situation commence à évoluer à partir des années 1960, à la faveur du réveil aborigène qui se développe à travers le monde. À Buenos Aires, des mouvements militants de toute l'Argentine se réunissent et les Diaguitas fraternisent avec les guérillas communistes qui s'opposent aux militaires argentins : « *À leur retour à Quilmes nos grands-parents se sont opposés avec force aux propriétaires et ils ont dit : on ne paye plus !* », raconte Gloria Nancy Yapura. À la fin de l'année 1973, le premier Parlement indigène des vallées Calchaquies est mis en place. Il réunit des Diaguitas, mais aussi des membres d'autres tribus comme les Tobas, les Coyas ou encore les Mapuches, bien décidés à faire valoir leurs droits sur leurs terres usurpées.

Le retour de la dictature mettra toutefois un frein au travail amorcé par le Parlement : « *Dès 1975 nous avons rencontré des problèmes pour nous réunir en raison des guérillas et de la forte présence militaire dans la zone. Les propriétaires terriens ont profité de la lutte de l'État contre les guérillas pour nous assimiler à des terroristes. Aucune réunion ne pouvait plus se tenir sans autorisation ni présence policière* », détaille la militante.

Une période noire commence : beaucoup de paysans quilmes se voient à nouveau contraints de verser une rente pour la terre qu'ils occupent, leurs adversaires ne reculant devant aucun moyen de pression : terres brûlées, clôtures et jardins détruits, intimidations. Certains résistent toutefois, à l'instar de Jesús Costilla de Quilmes. Au terme d'un procès long de dix ans, il fait annuler son expulsion sur la base de « *la prescription acquisitive* », qui reconnaît le droit réel sur un terrain occupé depuis plus de vingt ans.

À la faveur du retour de la démocratie en 1983 et de la mobilisation sans faille des Quilmes, plusieurs lois sont adoptées sur le plan national qui reconnaissent les droits territoriaux des aborigènes.

En dépit de ces avancées, les usurpations continuent. Car même si le droit des Diaguitas à vivre sur leurs terres ancestrales est reconnu, il ne peut être effectif que si un cadastre est réalisé afin de permettre la régularisation des actes de propriétés. Or, dans beaucoup de cas, les enquêtes que les provinces sont supposées mener pour réaliser ces cadastres n'avancent pas, et l'État argentin n'a pas, à ce jour, adopté une politique claire pour délimiter la propriété communautaire aborigène. Ce flou permet ainsi aux provinces et aux entrepreneurs de regagner du terrain : « *Aujourd'hui, le gouvernement et les propriétaires fonciers ne vont pas nous expulser des terres où nous vivons parce que nous y sommes depuis longtemps et que nous les défendons... Mais les entreprises viticoles, à qui l'État argentin continue de vendre nos terres, s'installent sur nos espaces communautaires, là où nous promenons nos animaux, où nous coupons du bois pour le feu... Petit à petit, les propriétaires fonciers installent des barrières...* », explique Gloria Nancy Yapura.

Les Diaguitas répondent par une mobilisation permanente, tant sur le plan judiciaire que médiatique. « *Sans notre résistance, ces espaces seraient recouverts de vignes* » affirme Carlos Yapura, ouvrier et cofondateur d'une radio locale. En général les organisations communautaires arrivent à faire des recours et à freiner la progression des entrepreneurs grâce à une loi de 2006 dite loi d'urgence sur la possession et propriété des terres et territoires autochtones[1] qui suspend les décisions de justice visant à expulser les communautés originelles des terres qu'elles occupent. « *Mais il nous arrive aussi de devoir nous confronter physiquement à la police provinciale avec pour seules armes des lance-pierres* » complète Gloria Nancy Yapura.

Une victoire symbolique

Enfin, en 2008, la communauté récupère la gestion des ruines de Quilmes. Découverte par l'archéologue Lafone Quevedo en 1888, la cité sacrée avait été par la suite abondamment pillée, avant d'être saisie par le gouvernement militaire argentin pendant la dictature. Le site est alors confié à un entrepreneur peu scrupuleux, qui y fait construire un hôtel, un musée et même une piscine. À la fin des années 1990, la communauté quilmes entame une procédure judiciaire. Se basant sur la fameuse ordonnance royale espagnole de 1716, elle demande que la concession ne soit pas renouvelée au-delà de 2002. Les plaignants obtiennent gain de cause, mais l'entrepreneur continue d'exploiter la cité sacrée. Les recours légaux de la communauté restés vains, des Quilmes décident, fin 2007, de bloquer l'accès au site et un mois plus tard, les forces de l'ordre délogent l'entrepreneur. Depuis, ces ruines sont gérées par des guides professionnels locaux, qui tirent leurs revenus des visites guidées aux touristes. En 2018, un musée voit le jour, qui présente la vie des Quilmes jusqu'à la conquête espagnole. Si Gloria Nancy Yapura se réjouit de cette initiative, elle regrette que les conflits territoriaux ne soient pas abordés dans le musée. Reste, pour mémoire, le travail de recherche et de documentation accompli avec le petit groupe de militants et d'historiens dont elle fait partie, qui a abouti à la publication d'un livre, *Notre Histoire* : « *Nous avons réalisé plus de 80 interviews avec les anciens de la communauté et nous avons consulté musées, archives, cadastres, bibliothèques...* ». Un moyen d'informer les nouvelles générations sur le combat mené par leurs ancêtres, pour qu'elles puissent prendre la relève. Gloria Nancy Yapura en est certaine : « *La lutte se poursuivra jusqu'à ce que nous obtenions un jour les titres de propriété de notre terre* ». – P. B

1 – Ley de Emergencia Territorial Indígena 26.160

LIGNE DE VIE Les étapes d'une *reconquista*

1716
Ordonnance royale accordant aux Quilmes le droit à la terre

1983
Retour à la démocratie en Argentine

2006
Loi d'urgence sur la possession et propriété des terres et territoires autochtones

2008
Les Quilmes récupèrent enfin la gestion de la cité sacrée